

LES DROITS DES FEMMES au cœur des enjeux de 2017

La question des droits des femmes s'invite largement dans la campagne de la présidentielle et des législatives.

Pour les plus réacs, de Marine Le Pen à François Fillon, c'est une remise en cause déguisée en avançant masqué-e-s. Pour elle et lui, la place des femmes est de rester à la maison car leur rôle est d'abord de faire des enfants. Du coup, pas besoin d'autonomie financière ni de plus de services publics modernisés et développés.

Mais ce qui est très intéressant chez ces deux rivaux ultra-libéraux, c'est qu'ils ont sorti un matériel spécifique en direction des femmes. « Lettre ouverte aux femmes de nos banlieues » pour le FN, qui se sert de l'image moderne de sa présidente : une femme qui parle aux femmes en direct. Maniant le mensonge par omission, le langage est simple et direct. Il y est question de l'amour de la patrie et de la possibilité de pouvoir s'élever dans notre société par l'effort et le mérite avant de conclure sur un vibrant appel pour que les femmes soient libres et insoumises.

Pour Fillon, loin des sorties provocatrices de la primaire, on trouve sur son site de campagne un 8 pages : « Propositions pour la liberté des femmes ». C'est un programme qui s'articule sur 3 enjeux : les mères isolées, les violences faites aux femmes et l'égalité homme/femme. En première page, Fillon pose décontracté au milieu de femmes élues de son parti politique. Le contenu fourmille de propositions plutôt consensuelles, même si on peut y lire entre les lignes une certaine conception de LA famille et du rôle présumé des femmes. Bien entendu, il évite de prendre position sur les sujets qui fâchent : contraception et avortement.

Quant aux socialistes, ils viennent de lancer leur primaire et la course promet d'être sans concessions. Mais lequel d'entre eux défend, bec et ongles, des mesures économiques pour faire progresser l'égalité ? Le résultat, nous venons de le vivre lors de ce quinquennat : pas touche aux temps partiels, extension du travail du dimanche, casse du code du travail...

Parce qu'il n'est pas question de voir ces projets de société triompher en 2017, notre engagement doit être plus déterminé que jamais.

Chacune et chacun doit être actrice et acteur du changement que nous portons pour une société débarrassée de toutes les dominations et les discriminations. Ce sont nos luttes de conquêtes de nouveaux droits qui, en changeant la vie des femmes, améliorent la vie de tous.

L'égalité femmes/hommes, c'est maintenant ! Au seuil de cette nouvelle année, faisons le vœu que ce combat soit largement partagé dans nos rangs, avec Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle et des candidatures de large rassemblement présentées ou soutenues par le PCF pour les législatives.

Lutter pour l'égalité, c'est l'appliquer dans le partage des pouvoirs en réalisant la parité réelle dans chaque département.

C'est un défi que nous devons relever ensemble et auquel nous invite Pierre Laurent.

Laurence Cohen



Féminisme Communiste

sur le site du PCF
feminisme-revolution.pcf.fr

commission

Droits des femmes/féminisme

DÉCEMBRE 2016

Activité de la commission nationale

Une grande campagne pour en finir avec la traite des femmes Page 2

Proposition de tract féministe du PCF Page 3

Une convention féministe nationale du PCF Page 5

Agenda Page 8



CONGRÈS DU PARTI DE LA GAUCHE EUROPÉENNE

une grande campagne pour en finir avec la traite des femmes

**motion adoptée par le congrès du PGE sur proposition du PCF
(avec PCE, IU, Gauche bulgare et PST)**

La traite des êtres humains concerne 2,5 millions d'êtres humains à travers le monde, principalement des femmes. Sa forme la plus répandue est l'exploitation sexuelle, il s'agit également de travail ou de mendicité forcés, de servitude pour dettes et de prélèvement illégal d'organes. En Europe, ce sont 120 000 femmes et jeunes filles qui, principalement pour des raisons économiques, sont dans les filets des trafiquants, et les deux tiers d'entre elles sont originaires de pays de l'Union européenne.

L'abolition de la traite est un objectif prioritaire du combat progressiste en Europe. Ces trafics brisent les vies de celles qui en sont victimes et constituent une menace pour toutes les autres. Ces trafics sont d'importantes ressources financières pour les réseaux criminels organisés. Elles

installent, au cœur de nos sociétés, la négation de tous les principes de justice, d'égalité et d'espoir. Elles tendent à y normaliser la violence, l'abus, la marchandisation des êtres humains et de leurs corps sur le grand marché mondial.

C'est pourquoi le PGE lance une grande campagne pour en finir avec la traite des femmes. Il s'agit de faire gagner, dans chaque pays et à l'échelle de l'Europe, la reconnaissance et l'accompagnement des victimes, mais également la mise en œuvre de moyens financiers et législatifs nouveaux, ainsi qu'une coopération européenne pour démanteler les réseaux. Cette campagne prendra pour point de départ les législations nationales les plus favorables contre la traite, les plus fermes contre les réseaux, et qui donnent les meilleures garanties aux victimes.

Le PGE se dote d'une équipe chargée de la préparation et de l'animation de cette campagne, en coopération avec EL FEM. Ce groupe de travail assurera l'élaboration de la campagne, au plan de l'état des lieux de la situation comme au plan programmatique. Il sera également en contact permanent avec les différents partis qui composent le PGE. Le « réseau de villes libres du trafic », initié en Espagne, mérite d'essaimer partout.

Hélène Bidard

co-responsable de la commission nationale
Droits des femmes/féminisme

était présente pour le PCF à l'assemblée des femmes
et au congrès du PGE

elle en fera un compte-rendu plus détaillé
dans le bulletin de janvier



EN CAMPAGNE
proposition de
tract féministe
du PCF

ADRESSE AUX FEMMES soyons libres et égales

Nous sommes la moitié de l'humanité et pourtant nous sommes toujours considérées comme des mineures qu'il faut encore accompagner, diriger, voire soumettre. C'est intolérable. Nous voulons être libres et égales !

La droite et l'extrême-droite contre les femmes

Ils sont nombreux à vouloir nous en empêcher. Nous sommes moins bien payées, on nous ferme la porte de nombreux métiers et de nombreuses responsabilités. Nous rencontrons l'indifférence lorsqu'on affronte le harcèlement, les coups, les viols. Nous sacrifions nos projets pour nous occuper des enfants ou de la maison parce qu'un compagnon ne prend pas sa part et parce que les services publics sont défaillants.

Derrière leurs beaux discours, la droite et son extrême veulent aggraver ces attaques. Selon M. Fillon, nous ne devrions pas avoir droit à l'interruption volontaire de grossesse. Selon Marine Le Pen et le Front national, il faut nous renvoyer à la maison pour faire des enfants pour la Nation. Et Marion Maréchal-Le Pen va même jusqu'à préconiser le non remboursement de l'avortement ! Est-ce la société que nous souhaitons ?

Un gâchis terrible

C'est une injustice quotidienne, et un gâchis terrible. Nous sommes impliquées dans notre travail, nous y sommes compétentes et créatives. En nous maintenant au bas de l'échelle, on prive le pays de cet apport et on l'empêche d'avancer.

Nous nous battons pour en finir avec les agressions tristement banales dans la rue, dans le métro ou en famille. Lorsque les pouvoirs publics ne nous y aident pas, c'est l'ensemble de la société qu'on condamne à l'insécurité et à la violence. Nous aspirons à pouvoir profiter de notre

vie de famille sans étouffer sous les journées impossibles, sans renoncer à notre carrière, sans assumer seules les tâches du quotidien.

Tant que l'égalité n'aura pas conquis les foyers, chacune et chacun vivra avec son lot de moments gâchés, d'amertume, de regrets. Dans ce domaine, nous voulons choisir, avant tout. De nous marier, ou pas, avec un homme, ou avec une femme. D'avoir des enfants, ou de n'en pas avoir. Toutes les pressions et tous les obstacles qui nous en empêchent renvoient la promesse de liberté inscrite sur le fronton de nos mairies à un mot vide de sens.

Battons-nous pour une société féministe

Nombreuses sont nos luttes qui, au cours des siècles, ont permis de conquérir des droits qui, non seulement, ont amélioré la vie des femmes mais fait progresser la société tout entière.

Il ne faut pas lâcher ce combat et notamment lors des élections présidentielle et législatives. L'interruption volontaire de grossesse est un droit fondamental, qui doit à ce titre être inscrit dans la Constitution, afin de mettre un coup d'arrêt définitif à ceux qui voudraient nous en priver.

L'égalité salariale entre les femmes et les hommes doit s'imposer maintenant, dans toutes les entreprises et dans tous les métiers. La justice et la police doivent être au service des femmes pour en finir avec toutes les violences sexistes, les injures, le harcèlement, les coups, les viols.

Pour faire avancer et faire gagner ces revendications, nous vous invitons à voter pour Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle, et pour les candidat-e-s soutenu-e-s par le PCF aux élections législatives.

Unies et solidaires, nous pouvons gagner l'égalité femmes/hommes maintenant !





EN CAMPAGNE
proposition de
tract féministe
du PCF

LA FRANCE EN COMMUN

nos propositions pour changer la vie quotidienne

1. Pour le partage des pouvoirs

Tant que nous ne serons pas représentées à égalité dans les institutions démocratiques, dans les collectivités territoriales, au parlement ou au Conseil des ministres, la politique du pays sera décidée sans nous et, le plus souvent, contre nous.

Notre première mesure : création d'un ministère pour les Droits des femmes avec un budget dédié multiplié par 10 et les moyens d'une véritable approche intégrée de l'égalité femmes-hommes dans tous les ministères.

2. Pour la fin des violences faites aux femmes

Les violences faites aux femmes sont quotidiennes et elles peuvent arriver n'importe où, de la part de proches comme d'inconnus : au travail, dans la rue ou en famille. Il faut les éradiquer pour pouvoir vivre sereinement et librement.

Notre première mesure : vote d'une loi-cadre contre les violences faites aux femmes

3. Pour l'éducation à l'égalité de la crèche à l'université

Les inégalités, les violences et les stéréotypes s'enseignent aux enfants dès leur plus jeune âge et imprègnent l'ensemble de leur parcours scolaire. Gagner l'égalité des enfants, c'est gagner l'égalité des adultes !

Notre première mesure : enseignement mixte et égalitaire dans tous les parcours scolaires et universitaires.

4. Pour l'égalité professionnelle

Nous sommes moins bien payées, avec moins de possibilités d'évolution de carrière et des contrats moins sécurisés... Au point que l'inégalité salariale entre les femmes et les hommes est de 27% en moyenne. Chacun-e doit être reconnu-e et respecté-e dans son travail !

Notre première mesure : plan de rattrapage immédiat de tous les salaires et de toutes les retraites des femmes, revalorisation et réelle mixité des métiers.

5. Mon corps, mon droit

Notre corps nous appartient : personne d'autre ne doit pouvoir décider si nous avons des rapports sexuels ou non, si nous porterons un enfant ou non. Les femmes doivent être libres de disposer de leur corps, partout et tout le temps !

Notre première mesure : inscription du droit à l'interruption volontaire de grossesse dans la Constitution afin qu'il ne puisse plus être remis en cause.

Nous devons être libres de notre orientation sexuelle.

Notre première mesure : égalité des droits entre les lesbiennes, les gays et les hétérosexuel-le-s.

6. Égalité des droits

Les femmes immigrées qui n'ont pas la nationalité française sont doublement discriminées parce que femmes et nées ailleurs.

Notre première mesure : statut autonome pour les femmes étrangères.

toute modification est encore possible
renvoies-nous tes suggestions si tu le juges utile
car ce n'est qu'une proposition d'un tract
qui sera tiré nationalement



POUR CÉLÉBRER LE 8 MARS 2017 une convention féministe nationale du PCF

Un petit groupe de travail de notre commission travaille depuis plusieurs semaines à organiser une grande convention féministe du PCF autour du 8 mars, afin de franchir un cap dans l'élaboration et dans l'audience de notre projet féministe. La date du 4 mars est aujourd'hui la plus probable.

Deux questions sont aujourd'hui ouvertes. D'abord, quelle « invitée d'honneur », prononçant le discours de clôture, pouvons-nous accueillir ? Il s'agit d'avoir parmi nous une personnalité emblématique du féminisme. Ensuite, quel déroulé de la journée ? Il s'agit de proposer des débats dont la forme soit dynamique tout en permettant l'élaboration collective. Vous trouverez ci-dessous une première proposition.

Nous souhaitons que chacune et chacun puissent donner son avis afin de finaliser le contenu de notre convention, de décider des invité-e-s ainsi que de la marraine. Toutes vos propositions sont donc les bienvenues.

10h-12h

Ateliers thématiques sur l'égalité professionnelle, l'éducation à l'égalité, les violences, les questions familiales, les institutions et l'Europe.

12h-13h

Repas

13h-15h

Restitution sur le modèle de la grande consultation citoyenne, faisant intervenir, de manière dynamique, à la fois des participantes à la convention et à la fois des personnalités invitées pour l'occasion.

15h-17h

Meeting international.

17h-17h30

Discours lié aux échéances électorales, présidentielle et législatives.

17h30-18h

Discours de clôture par notre invitée d'honneur, la marraine de notre initiative.

19h

Buffet et animation festive.

DROIT À L'IVG

le vrai visage de la droite et de son extrême

L'inscription du délit d'entrave numérique à l'IVG a franchi une première étape importante avec son adoption en première lecture par l'Assemblée nationale.

Le débat a été l'occasion pour les élu-e-s les plus réactionnaires de vilipender leur opposition à l'IVG, remettant ainsi en cause la loi Veil.

Nous ne doutons pas que lors de la navette parlementaire, avec son examen au Sénat, la semaine prochaine, sera tout autant le lieu de ces expressions bafouant les droits des femmes.

Les communistes, au Parlement comme dans la rue, portent, eux, la voix de cette avancée sociale, nécessaire, au regard de toute cette propagande numérique anti-IVG.

Il est plus que temps de sécuriser ce droit, remis en cause par des sites internet pseudo-officiels, qui tentent

par tous les moyens d'interdire l'accès à l'IVG, de dissuader les femmes à faire ce choix, de les culpabiliser. Nous ne laisserons pas les sphères les plus conservatrices revenir sur cet acquis des féministes.

L'IVG est un droit individuel et collectif, obtenu de haute lutte, et sera à coup sûr, l'un des sujets de la campagne de la présidentielle. Le « champion » de la droite, soutenu notamment par la manif pour tous, s'étant déclaré contre cette liberté pour les femmes !

À l'opposé, les communistes proposent que ce droit soit garanti par la Constitution, comme un droit inaliénable.

02/12/2016

Laurence Cohen
co-responsable nationale du PCF
Droits des femmes/féminisme

situation de la maternité des Bluets

Madame la Ministre,

Élu-e-s locaux et parlementaires, nous sollicitons un rendez-vous auprès de vous pour échanger sur la situation de la Maternité des Bluets, située à Paris.

La décision de la Haute autorité de Santé, le 26 septembre dernier, de ne plus accréditer cet établissement de renom, a suscité beaucoup d'inquiétudes et d'émotions.

Nous avons eu l'occasion, dans nos responsabilités respectives, de rencontrer les professionnel-le-s qui nous ont expliqué les pressions subies, à la fois, pour dissuader des médecins de venir travailler dans l'établissement mais aussi pour exiger une forte baisse d'activité.

Assurer la sécurité des patientes est pour nous comme pour vous un élément fondamental de toute prise en charge sanitaire. Il s'agit notamment de créer les conditions de réunir des équipes au complet, ce qui est aussi de la responsabilité de l'ARS.

D'après les éléments dont nous disposons, il n'existe pas de preuves réelles de manquement à la sécurité. D'ailleurs, il est notable de constater que les cadres de la maternité recommandent à leurs familles de venir y accoucher ou même y donnent naissance elles-mêmes, ce qui est un gage de bonnes conditions d'accouchement.

Il nous semble donc qu'il est temps de retrouver un climat serein, propice au dialogue.

La nouvelle direction ainsi que l'association Ambroise Croizat nous ont fait part de leur volonté d'appliquer et

de respecter le protocole défini, mais cela ne peut se faire sans confiance restaurée, dans un cadre partenarial équilibré.

Cette maternité joue un rôle essentiel dans la prise en charge des nouveaux-nés et des familles, elle bénéficie d'une très bonne image auprès de milliers de femmes et de parents, qui, chaque année, font le choix de cette maternité.

Dans un contexte national, où le nombre de maternités a considérablement chuté depuis des années, la fermeture de cette maternité serait pour nous, un gâchis immense.

Cet établissement de proximité réalise également plus de 1200 IVG et 1200 PMA par an. C'est pour toutes ces raisons qu'il ne doit pas être sacrifié pour des prétextes fallacieux ou pour des projets bien loin de l'intérêt de la santé des Francilien-n-es.

Au regard de l'urgence de la situation, nous souhaitons vous rencontrer au plus vite pour évoquer avec vous l'avenir de ce bel établissement.

En vous remerciant par avance, nous vous prions de recevoir, Madame la Ministre, nos sincères salutations.

05/12/2016

Laurence Cohen
Hélène Bidard
Nicolas Bonnet-Oulaldj
Jacqueline Fraysse

COMMUNIQUÉS DE PRESSE

le droit à l'IVG doit être inscrit dans la Constitution

Au moment où les députés communistes/Front de gauche votent la proposition de loi pour sanctionner toute propagande anti IVG sur les sites internet, nous réaffirmons que le droit à l'IVG est un droit individuel et collectif inaliénable devant être inscrit dans la Constitution.

Avec le manque de moyens dans les hôpitaux, l'IVG est mise en cause. La droite, l'extrême droite et les religions se déchainent violemment contre les droits des femmes, avancent « masqués » et présentent leurs avis comme des vérités scientifiques dans le but de culpabiliser et de dissuader de recourir à l'IVG.

Ces réactionnaires ont dénaturé les ABCD de l'égalité dans les écoles, organisé la campagne autour du burkini et ils se retrouvent dans la *Manif pour tous* pour nier à l'être humain son choix d'aimer l'être cher, pour défendre la famille « traditionnelle », patriarcale.

Ils ont porté F. Fillon lors de la primaire de la droite, ce dogmatique puritain qui bafoue le droit à l'IVG et qui, selon ses amis de l'abbaye de Solesmes (village de la Sarthe où il possède un manoir), se donne l'image du « catho tradi comme Pétain » pour enterrer l'histoire de la Révolution française de 1789, nos valeurs de liberté, égalité, fraternité, laïcité.

Son programme de supprimer 500 000 fonctionnaires occasionnerait des massacres humains auxquels nous nous opposons avec force. La campagne des communistes pour l'élection présidentielle et les législatives met au cœur le rassemblement pour redonner confiance aux Français-e-s et faire gagner les idées de progrès social, de démocratie, d'égalité femmes-hommes, de partage des richesses.

05/12/2016

Élisabeth Maugars

LE CADEAU DE NOËL DES RÉPUBLICAINS

un projet réactionnaire pour les femmes et les étudiantes

Valérie Pécresse, présidente Les Républicains de la région Île-de-France, a décidé de ne plus subventionner les études de genre, d'inégalité et de discriminations, qui étaient jusqu'alors considérées comme un Domaine d'intérêt majeur (DIM) dans la recherche et l'enseignement supérieur. Déjà, en décembre 2015, Mme Pécresse disait : « Je suis pour l'égalité homme/femme, c'est à la racine de mes convictions. L'égalité oui, mais pas l'indifférenciation des sexes [qui est] un projet politique, une idéologie. On ne subventionnera pas la théorie du genre ».

Faut-il lui rappeler que « la théorie du genre » n'existe pas, mais qu'elle est une construction issue du fantasme des réactionnaires de la *Manif pour tous*, qui leur permet de trouver une légitimité à leur idéologie homophobe, patriarcale et anti-progressiste ? Au contraire, les théories du genre permettent de mettre en évidence le caractère socialement construit du genre en dénaturant les caractéristiques associées aux sexes, ainsi que les inégalités factuelles et parfois inconscientes qui persistent dans nos sociétés, tel le plafond de verre ou l'orientation genrée. Elles permettent d'aborder ces

réalités avec une réelle méthode scientifique. Comment prétendre que la racine de ses convictions est l'égalité homme/femme, tout en supprimant les subventions aux études de genre ? En réalité, rien d'étonnant dans la ligne d'un parti dirigé par un homme qui a refusé à une femme un poste de ministre parce qu'elle était enceinte !

Dans les faits, l'égalité n'est toujours pas acquise, c'est pourquoi l'Union des étudiants communistes réaffirme sa position féministe et progressiste. Nous nous opposons fermement à cette décision visant à assigner les femmes à une place dominée et exploitée dans la société, ainsi qu'à invisibiliser les personnes LGBT. Les subventions aux recherches universitaires ne doivent pas être soumises au patriarcat. Plus largement, nous condamnons le projet politique réactionnaire porté par Les Républicains, dont le candidat F. Fillon dit lui-même être opposé à l'IVG, et nous combattons pour faire triompher le progrès social sur les campus !

16/12/2016

Union des étudiants communistes

AGENDA

9 janvier

Vœux de Pierre Laurent, à 18h30 au siège du PCF

14 janvier

Conseil national, de 10h à 17h

21 janvier

Réunion de la commission nationale Droits des femmes/féminisme de 9h30 à 16h, au siège du PCF
Puis, en fin d'après-midi, manifestation ou rassemblement en réaction à l'élection de Donald Trump, à l'initiative du CNDF

4 mars

Convention féministe nationale du PCF, de 9h30 à 19h

TOUS NOS VŒUX DE BONHEUR ET DE JOIE POUR 2017

Hélène, Hugo, Laurence, Suzy

TEE-SHIRT

pour l'avortement libre et gratuit partout en Europe

vous pouvez vous le procurer auprès de la commission Droits des femmes/féminisme
au 01 40 40 12 27 ou hpompougnac@pcf.fr

